# **6.1** Consommation des ménages

En 2011, la dépense de consommation des ménages ralentit significativement : + 0,3 % en volume, après + 1,4 % en 2010, dans le contexte d'une accélération des prix. Elle contribue donc peu à la croissance économique. La consommation effective des ménages, qui inclut les dépenses directement financées par la collectivité, ralentit un peu moins fortement. Elle est soutenue par la dépense de consommation individualisable des administrations publiques et par celle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Ainsi, la consommation effective des ménages contribue pour 0,4 point à la croissance du produit intérieur brut, alors que leur dépense de consommation n'y contribue que pour 0,1 point. Le revenu disponible brut des ménages accélère en valeur, mais son pouvoir d'achat ralentit. La désaffection des ménages pour l'assurance-vie se poursuit. Les épargnants s'orientent vers de l'épargne plus liquide, notamment le livret A dont la rémunération s'améliore.

Le recul de la consommation de chauffage et d'éclairage est dû en grande partie à la douceur exceptionnelle du climat en début et fin de l'année 2011, les ménages réduisant ainsi leurs dépenses. Ces baisses contribuent pour moitié au ralentissement d'ensemble de la consommation des ménages. Néanmoins, en valeur, ces dépenses diminuent peu et sont même en hausse pour le fioul domestique. En effet, les prix des produits énergétiques aug-

mentent nettement en 2011. La croissance de la consommation alimentaire se maintient malgré l'accélération des prix, tandis que les dépenses en habillement et chaussures reculent avec un repli des achats de vêtements.

La consommation en automobiles neuves diminue pour la deuxième année consécutive mais à un rythme plus modéré qu'en 2010. Les achats de voitures d'occasion redémarrent après avoir été pénalisés durant la période d'application de la prime à la casse. Globalement, le volume des dépenses de transport se redresse sous l'effet de l'accélération de la consommation des transports collectifs, notamment aériens et ferroviaires.

Le rythme de la consommation d'autres biens et services, en particulier de télécommunications, s'infléchit également, en grande partie à cause de la baisse de consommation de services de télécommunications. Cette baisse est liée à la hausse de la TVA sur les offres *triple play* des fournisseurs d'accès à internet. Toutefois, les produits technologiques restent plébiscités : l'économie de l'information reste tirée par les achats d'ordinateurs et de téléphones mobiles, qui accélèrent avec l'essor des *smartphones*.

Le ralentissement des dépenses de santé remboursées par la collectivité, conséquence des mesures de déremboursement, entraîne une accélération du côté de la consommation des ménages.

#### **Définitions**

Consommation effective des ménages: elle inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part. La consommation effective des ménages comprend donc, en plus des biens et des services acquis par leurs propres dépenses de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des ISBLSM, donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages.

Dépenses de consommation des ménages en logement : incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites) mais également les loyers imputés, que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Dépense de consommation des ménages, dépenses de consommation individualisables des administrations publiques, dépenses « pré-engagées », revenu arbitrable, revenu disponible des ménages, triple play: voir rubrique « définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

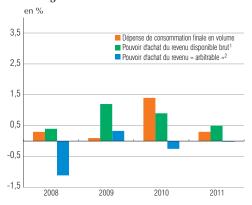
- « En 2011, la consommation des ménages marque le pas », Insee Première nº 1402, juin 2012.
- « Les comptes de la nation en 2011 La croissance du PIB se maintient à 1,7 % », Insee Première nº 1401, mai 2012.
- « L'économie française », Insee Références, édition 2012.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Consommation des ménages par fonction en 2011

	Consommation en milliards d'euros	Variation annuelle en volume en %			Poids dans la valeur de la consommation effective en %	
	2011	2009	2010	2011	2001	2011
Alimentation et boissons non alcoolisées	150,8	0,2	1,1	1,0	11,1	10,2
Produits alimentaires	137,6	0,0	1,0	0,9	10,2	9,3
dont : pains et céréales	21,9	0,9	1,9	3,6	1,5	1,5
viandes	38.7	-2.0	0,8	-0.4	3,1	2,6
poissons et crustacés	9,8	0,3	0,0	-2.3	0,8	0,7
lait, fromages et oeufs	21,8	1,5	2,4	1,8	1,5	1,5
fruits et légumes	24,4	1,2	-0.7	0.1	1,9	1.7
Boissons non alcoolisées	13.2	2,3	3,3	2,3	0.8	0,9
Boissons alcoolisées et tabac	35,8	0,8	- 0,2	0,0	2,8	2,4
Boissons alcoolisées	16.7	- 0.3	- 0.4	0.7	1.4	1.1
Tabac	19,1	1,9	0,1	- 0,6	1,4	1,3
Articles d'habillement et chaussures	47,7	- 3,4	0,8	- 1,2	4,0	3,2
Logement, chauffage, éclairage	281.2	0.4	1.4	- 1.0	18.0	19,1
dont : location de logement	204.5	1.0	1.1	1.1	13.1	13,9
chauffage, éclairage	43,4	-0.3	4,9	- 11,2	2,9	2,9
Équipement du logement	64.8	- 3.0	2,4	1,1	4,6	4.4
Santé	43.3	3.0	2.1	3.9	2.6	2.9
Transport	160.6	- 1.0	- 0.3	0.7	11.3	10,9
Achats de véhicules	40.3	6.5	- 2.7	0.2	3.5	2.7
Carburants, lubrifiants	42.1	- 1.6	- 1,1	- 0.7	2.8	2,9
Services de transports	25.4	- 1.6	2,3	4,9	1,5	1,7
Communications	29,1	0,5	1,9	0,3	1,9	2,0
Loisirs et culture	93,6	0.8	2.8	2,4	6.8	6,4
Éducation	9,2	- 5,5	- 0,9	- 1,4	0,5	0,6
Hôtels, cafés et restaurants	79.0	- 3,4	1,5	1,0	5,5	5,4
Autres biens et services	123.9	2,9	1,2	0,6	9,0	8,4
dont : soins personnels	24,8	- 1,4	3,4	3,5	1.7	1.7
assurances	38.7	12,9	- 0.1	- 0.9	2,2	2.6
Correction territoriale	- 8,8	- 22,1	- 25,3	41,3	- 1,0	- 0,6
Dépense de consommation des ménages	1 110,1	0,1	1,4	0,3	77,1	75,4
Dépense de consommation des ISBLSM <sup>1</sup>	41.2	4,4	3,8	1,9	2,7	2,8
Dépense de consommation des APU <sup>2</sup>	320.7	2,2	1,7	1,5	20,2	21,8
dont : santé	141,6	3,4	2,8	1,7	8.9	9,6
éducation	95.5	- 0,2	0.3	0.5	6.7	6,5
Consommation effective des ménages	1 471,9	0,7	1,5	0,6	100,0	100,0

### Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages



<sup>1.</sup> Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Dépense de consommation des ménages par fonction de consommation dans quelques pays de l'UE27 en 2010

					en %
	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées Boissons alcoolisées,	11,0	14,1	13,5	14,4	9,1
tabac et narcotiques Articles d'habillement et	3,1	3,0	3,1	2,7	3,6
articles chaussants Logement, eau, électricité,	5,1	5,2	4,4	7,7	5,8
gaz et autres combustibles Ameubl., équip. ménager et	24,6	20,2	25,4	22,2	23,4
entretien courant de la maison	6,2	4,8			
Santé	5,1	3,5			
Transports	13,4	11,6			
Communications	2,7	2,8			
Loisirs et culture	9,2				,
Enseignement	1,0	1,4			
Hôtels, cafés et restaurants	5,8	16,9	, , ,		
Autres biens et services	12,8	8,1	11,0	,	,
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Source · Furostat					

Source : Eurostat.

Consommation 75

Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables. Source: Insee, comptes nationaux - base 2005.

<sup>2.</sup> L'évolution calculée est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.